Colloque international
RECHERCHE&RÉGULATION 2015
"La théorie de la régulation à l'épreuve des crises"
PARIS
10–12 JUIN 2015

Développement soutenable et relation croissance-répartition dans une perspective post keynésienne

Eric Berr
Université de Bordeaux
GREThA (UMR CNRS 5113)
eric.berr@u-bordeaux.fr

La doxa néo-classique nous martèle que des taux de croissance élevés sont la solution à tous nos maux. Or, les politiques néo-libérales appliquées depuis le début des années 1980 ont entraîné moins de croissance, (beaucoup) plus d'inégalités et des atteintes toujours plus graves à l'environnement. La croissance verte promue aujourd'hui ne peut être une solution durable puisqu'elle ne remet pas en cause une logique qui subordonne les aspects sociaux et écologiques du développement à des considérations strictement économiques se limitant à la promotion de la croissance. Sortir de cette impasse impose de revisiter la relation croissance-répartition afin de voir que le lien de causalité n'est pas univoque. Nous nous proposons ici d'aborder cette question à partir d'une perspective post keynésienne du développement soutenable (Berr, 2009), qui marie la philosophie socio-économique de Keynes à l'écodéveloppement promu par Ignacy Sachs. Dans le dernier chapitre de sa *Théorie générale*, Keynes considère que « *les deux vices marquants du monde économique où nous vivons sont le premier que le plein emploi n'y est pas assuré, le second que la répartition de la fortune et du revenu y est arbitraire et manque d'équité* » (Keynes, 1936, p.366). Quatre-vingt ans plus tard, ce constat est toujours d'une brulante actualité. Pire, chômage massif et/ou précarité accrue sont la règle tant dans les pays occidentaux que dans les pays en développement (PED) et sont perçus comme des dommages collatéraux de la mondialisation, en dépit des discours de circonstance. Quant aux inégalités, elles ne cessent d'augmenter, entre pays mais également à l'intérieur de ceux-ci, depuis l'avènement de la contre-révolution néo-libérale à la fin des années 1970. Sachs nous rappelle que l'écodéveloppement, terme forgé lors de la première Conférence des Nations Unies sur le Développement et l'environnement qui s'est tenue à Stockholm en 1972, représente « *un développement socialement incluant et respectueux de l'environnement* » (Sachs, 2013, p.5). Il s'appuie sur trois piliers (Sachs, 1980, p.32) : (i) la notion de *self-reliance* favorisant l'autonomie des décisions et l'émergence de modes de développement alternatifs qui tiennent compte du contexte historique, culturel et écologique propre à chaque pays ; (ii) la prise en charge équitable des besoins essentiels de chacun, qu'ils soient matériels ou immatériels, et en particulier

celui de se réaliser à travers une vie qui ait un sens[1] ; (iii) la prudence écologique, c'est-à-dire la recherche d'un développement en harmonie avec la nature.

A partir de cette approche post keynésienne du développement soutenable, nous souhaitons montrer la prééminence d'une meilleure répartition des richesses. La recherche du plein emploi par la réduction du temps de travail (1) ainsi que l'accent mis sur l'équité et la coopération (2) rassemblent ces deux approches, reléguant la question économique, donc celle de la croissance, au second plan (3).

1. Plein emploi et réduction du temps de travail

Keynes, dont toute l'analyse économique est fondée sur le rôle moteur de la demande, ne peut accepter la situation de chômage massif qui prévaut dans les années 1930. En effet, une instabilité accrue en matière d'emploi contribue à créer un environnement économique morose conduisant à affaiblir le niveau de la demande effective. S'il résume très bien sa position en la matière dans un texte intitulé *La théorie générale de l'emploi* (Keynes, 1937), il considère dans le même temps que le chômage technologique, « *dû au fait que nous découvrons des moyens d'économiser de la main-d'œuvre à un rythme plus rapide que celui auquel nous lui trouvons de nouveaux emplois* » (Keynes, 1930, p.111), doit conduire à réduire la peine de chacun et à partager le travail afin de pouvoir se consacrer à des activités non économiques.

Le durcissement de la crise dans les années 1930 va toutefois conduire Keynes à plus de prudence dans la *Théorie générale* : « *D'après une autre école, le remède au cycle économique ne consiste pas à accroître la consommation ou l'investissement mais à réduire l'offre de main-d'œuvre en quête d'emploi, c'est-à-dire à modifier la répartition du volume actuel de l'emploi sans accroître ce volume ni celui de la production. Une telle politique serait à notre avis prématurée – et notre sentiment est beaucoup plus net à ce sujet qu'à l'égard d'une politique d'accroissement de la consommation. Il existe pour tout individu un point où il met en balance les avantages respectifs d'un accroissement de loisir et ceux d'un accroissement de revenu. Mais, à l'heure actuelle, il nous paraît manifeste que la grande majorité des individus préfèrent l'augmentation de leurs revenus à l'augmentation de leurs loisirs ; et nous ne voyons pas de raison valable d'obliger ceux qui préfèrent un supplément de revenus à jouir d'un supplément de loisirs* » (Keynes, 1936, p.326-327).

Ce qui pourrait passer pour un recul révèle en fait le fort attachement de Keynes à la liberté individuelle, ce qui ne remet pas en cause son soutien à la réduction du temps de travail, ainsi qu'il le confirmera dans une lettre adressée au poète T.S. Eliot en 1945 dans laquelle il considère la réduction du temps de travail comme étant le meilleur moyen de lutter contre le chômage – ce qui est d'autant plus vrai quand l'investissement et la consommation sont déprimés : « *la politique de plein emploi reposant sur l'investissement est seulement une application particulière d'un théorème intellectuel. Vous pouvez atteindre le même résultat en consommant plus ou en travaillant moins. Personnellement, je considère la politique d'investissement comme une mesure d'urgence. Aux Etats-Unis il est à peu près certain que cela ne suffira pas. Travailler moins est la meilleure solution (une semaine de 35h ferait*

[1] Comme le note Sachs (1980, p.68), « *le développement est trop souvent perçu comme l'apport à tous des conditions matérielles minima de survie, en termes de nourriture, d'abri, de protection de la santé ; s'y adjoint l'éducation qui permet d'atteindre ces trois objectifs. Cette vue est trop restrictive : l'homme ne vit pas seulement de pain et ses besoins non matériels doivent être pris en considération. Ils comprennent le libre accès à la culture, la possibilité d'exercer une activité créatrice dans un environnement de travail approprié, la convivialité et une participation active à la conduite des affaires publiques* ».

l'affaire aux Etats-Unis). Comment combiner ces trois ingrédients est une affaire de goût et d'expérience, c'est-à-dire de morale et de savoir » (Keynes, 1945, p.383-384, traduction de l'auteur)[2].

En définitive, si le plein emploi suppose un accroissement de l'investissement et/ou de la consommation, l'émergence de la contrainte écologique conduit à privilégier des investissements et des modes de consommation plus soutenables, ce qui passe par un meilleur usage du progrès technique et en particulier par la réduction du temps de travail, d'où le rôle important accordé à l'Etat[3].

En matière de travail, Sachs adopte une position résolument anti-libérale. Il juge en effet qu'« *à moins de prendre le problème par la racine et de réduire fortement les horaires de travail tout en rééquilibrant la répartition du volume total du travail entre tous les intéressés, nous risquons fort d'aboutir (…) à une véritable économie d'apartheid, caractérisée par l'existence d'une minorité de plus en plus productive et une majorité de marginalisés, pris en charge par le Welfare State dans l'hypothèse charitable ou cantonnés derrière des fils de fer barbelés* » (Sachs, 1980, p.133). Il prône ainsi « *une réduction du temps de travail professionnel et, par conséquent, plus de temps pour l'auto-production hors marché des biens et services dans le secteur domestique et communautaire, et surtout plus de temps disponible pour les activités culturelles, ludiques et la sociabilité* » (Sachs, 1980, p.136)[4].

Ce rééquilibrage des pouvoirs suppose que l'Etat, par le biais d'une planification indicative, fixe les grands objectifs et soit le garant de la réalisation de ces objectifs. Il suppose également un renforcement du poids de la société civile afin d'éviter que l'Etat ne cesse d'agir au nom de l'intérêt général[5]. L'écodéveloppement ambitionne en fait de modifier les rapports entre Etat, marché et société civile au profit de cette dernière. Il n'est cependant pas question d'abandonner le marché ou de renforcer exagérément le rôle de l'Etat. Dans ce cadre, le rôle du

---

[2] « *the full employment policy by means of investment is only one particular application of an intellectual theorem. You can produce the result just as well by consuming more or working less. Personally I regard investment policy as first aid. In U.S. it almost certainly will do not the trick. Less work is the ultimate solution (a 35 hour week in U.S. would do the trick now). How you mix up the three ingredients of a cure is a matter of taste and experience, i.e. of morals and knowledge* ». Dans cette lettre, Keynes se livre à un commentaire du texte écrit par T.S. Eliot et intitulé « Full Employment and the Responsibility of Christians », *The Christian News-Letter*, Supplement 230, 21 mars 1945. Dans ce texte, Eliot concède que la lutte contre le chômage est une responsabilité pour les Chrétiens mais refuse d'en faire un objectif absolu, en particulier parce que certains Chrétiens pourraient le considérer comme moins important que d'autres objectifs sociaux.

[3] Ainsi, Keynes (1936, p.371) pense « *qu'une assez large socialisation de l'investissement s'avérera le seul moyen d'assurer approximativement le plein emploi, ce qui ne veut pas dire qu'il faille exclure tous les genres d'arrangements et de compromis permettant à l'Etat de coopérer avec l'initiative privée* ». Pour lui, « *les contrôles centraux nécessaires à assurer le plein emploi impliquent, bien entendu, une large extension des fonctions traditionnelles de l'Etat* » (Keynes, 1936, p.372), ce qui ne l'empêche pas de rappeler son attachement à la responsabilité individuelle. Il considère en effet que « *l'individualisme, s'il peut être débarrassé de ses défauts et de ses excès, est la sauvegarde de la liberté personnelle, en ce sens qu'il élargit plus que tout autre système le champ ouvert aux choix personnels. Il est aussi la meilleure sauvegarde de la variété de l'existence, variété dont la source réside précisément dans l'étendue de ce champ des options personnelles et dont la privation est la plus sensible de toutes celles qu'entraînent les régimes unitaires ou totalitaires. La variété de l'existence préserve les traditions, qui incorporent les décisions les plus sages et les plus heureuses des générations passées ; elle colore le présent des nuances changeantes de son caprice ; servante de l'expérience et aussi de la tradition et de la fantaisie, elle est le plus puissant facteur d'amélioration du futur* » (Keynes, 1936, p.372-373).

[4] Sachs (2013, p.6) nuance un peu son propos en précisant que si l'on ne doit pas renoncer au concept de plein emploi, on ne doit pas essayer d'y parvenir « *uniquement à travers la réduction du temps de travail de ceux qui sont déjà employés, quoique la réduction du temps réglementaire de travail fasse partie des modalités du progrès social* ».

[5] D'une manière générale, la question des institutions et du pouvoir est au cœur de tout processus de développement, comme l'a remarquablement montré Galbraith (1983). Kalecki (1943, 1964, 1966, 1971), de son côté, conditionne tout progrès social à des changements institutionnels conséquents, donc à une évolution du rapport de force entre dominants et dominés favorable à ces derniers. Godard (1998) souligne l'importance que revêt la société civile — définie comme l'ensemble des organisations ne relevant pas de l'Etat et n'étant pas liées au marché ou aux milieux d'affaires — et le planificateur comme pivots de l'écodéveloppement.

planificateur est de négocier avec les différentes parties afin d'obtenir une position commune acceptable. Mais pour être efficace, le planificateur doit être attentif à la diversité des situations et se doit de recueillir un maximum d'informations, ce qui suppose une participation la plus large possible des populations locales afin de bien identifier les problèmes et les besoins des populations mais aussi les potentialités du milieu naturel local (Sachs, 1980, p.32-33 ; Godard, 1998, p.224)[6].

2. Equité et coopération versus égoïsme et compétition

En matière de répartition, Keynes condamne « *l'amour de l'argent comme objet de possession* » (Keynes, 1930, p.115) qui engendre la spéculation, donc l'instabilité du système économique et l'accroissement des inégalités, ce qui le conduit à envisager « *l'euthanasie du rentier et par suite la disparition progressive du pouvoir oppressif additionnel qu'a le capitaliste d'exploiter la valeur conférée au capital par sa rareté* » (Keynes, 1936, p.369). Les résultats de l'offensive néo-libérale menée depuis une trentaine d'années confirment les craintes de Keynes. Rappelons à cet effet que les travaux de Tobin sur la taxe éponyme, popularisés par la mouvance altermondialiste, ont largement été inspirés par Keynes pour qui « *la création d'une lourde taxe d'État frappant toutes les transactions se révélerait peut-être la plus salutaire des mesures permettant d'atténuer (…) la prédominance de la spéculation sur l'entreprise* » (Keynes, 1936, p.174)[7].

Un des points majeurs de sa « révolution » tient au renversement du lien de causalité entre l'investissement et l'épargne. Ainsi, en montrant que c'est l'investissement qui précède l'épargne et que l'épargne n'est qu'un résidu, Keynes est amené « *à conclure que dans les conditions contemporaines la croissance de la richesse, loin de dépendre de l'abstinence des milieux aisés, comme on le croit en général, a plus de chances d'être contrariée par elle. Ainsi disparaît l'une des principales justifications sociales des grandes inégalités de fortune* » (Keynes, 1936, p.367)[8].

Dès lors, une répartition très inégalitaire des richesses a, si l'on n'y fait rien, un effet cumulatif qui favorise les classes sociales les plus aisées et les pays les plus développés tout en fragilisant les plus faibles afin de les rendre toujours plus dociles. Cette domination conduit à promouvoir une compétition qui, sous couvert de libre échange, apparaît en fait largement faussée[9]. En ce domaine, la critique de Keynes est toujours d'actualité même si le contexte économique des années 1930 diffère de celui d'aujourd'hui : « *Si les nations pouvaient apprendre à maintenir le plein emploi au moyen de leur seule politique intérieure (…), il ne devrait pas y avoir de force économique importante propre à dresser les intérêts des divers pays les uns contre les autres. (…) Le commerce international cesserait d'être ce qu'il est, c'est-à-dire un expédient désespéré pour préserver l'emploi intérieur des*

---

[6] Pour Sachs (1980, p.33), « *l'écodéveloppement postule un effort de recherche mettant en œuvre toutes les possibilités de la science moderne en vue de la satisfaction des besoins réels de la population à partir du potentiel de ressources constitué par son environnement* ».

[7] Pour Keynes, la *spéculation* est « *l'activité qui consiste à prévoir la psychologie du marché* » tandis que l'*entreprise* est « *celle qui consiste à prévoir le rendement escompté des actifs pendant leur existence entière* » (Keynes, 1936, p.173).

[8] Tandis que Piketty (2013) a montré, avec le succès que l'on connaît, le rôle particulièrement néfaste d'inégalités trop importantes sur l'économie, il est intéressant de noter que le Fonds monétaire international (FMI) reconnaît également cet état de fait (Ostry, Berg, Tsangarides, 2014).

[9] Dans *Les conséquences économiques de la paix* (1919), Keynes dénonce par exemple le comportement de Lloyd George qui formula des exigences non conformes aux promesses faites aux allemands lors de leur capitulation, cautionnant une loi du plus fort qui fera de nombreux ravages : « *Il est dans l'histoire peu d'épisodes que la postérité aura moins raison d'excuser : une guerre engagée ostensiblement pour défendre le caractère sacré des engagements internationaux, aboutissant à la violation d'un des plus sacrés de tous ces engagements, par les champions victorieux de cet idéal même* ». (Keynes, 1919, p.151).

pays en stimulant les ventes et en restreignant les achats au-dehors ; moyen qui, lorsqu'il réussit, ne fait que transférer le problème du chômage au pays le moins bien placé dans la lutte. Il deviendrait un échange de marchandises et de services, réalisés librement et sans obstacle, en des conditions comportant des avantages réciproques » (Keynes, 1936, p.374-375). Derrière ce qui semble être un plaidoyer pour le libre échange, Keynes considère en fait que les solutions sont nationales et que les pays devraient pouvoir maîtriser leur degré d'ouverture aux échanges internationaux, favorisant ainsi un commerce basé sur l'entraide plutôt que sur la compétition. Ainsi, « *qu'un pays consacre une part importante de son effort à la conquête de marchés extérieurs, ou que des capitalistes étrangers en pénètrent la structure économique grâce à leurs ressources et à l'influence qu'elles leur donnent, ou que notre vie économique dépende étroitement des politiques économiques fluctuantes de pays étrangers, voila qui, aujourd'hui, ne paraît plus de façon évidente favoriser ni garantir la paix dans le monde. À la lumière de l'expérience, et avec un peu de prévoyance, on pourrait même soutenir tout le contraire. La protection des intérêts qu'un pays possède à l'étranger, la conquête de nouveaux marchés, et le développement de l'impérialisme économique sont des aspects difficiles à éviter d'un ordre des choses orienté vers la spécialisation internationale la plus poussée et la plus grande diffusion du capital, où que résident ses détenteurs. Mais il pourrait être plus facile de mettre en œuvre des politiques intérieures judicieuses si l'on pouvait proscrire le phénomène appelé « fuite des capitaux »* » (Keynes, 1933, p.199-200).

A l'instar de Keynes, Sachs, considère que le règne de la concurrence et de l'individualisme ne peut conduire qu'à des situations insoutenables, ce qui pour lui prend la forme d'un gaspillage des compétences humaines et des ressources naturelles. Ainsi, Sachs dénonce le « *mal développement des pays dits développés et les conséquences qu'il provoque sur le reste du monde par domination, par effets d'entraînement et par imitation du modèle* » (Sachs, 1980, p.15), ce qui doit nous amener à questionner la nature de la croissance et à quelles conditions, sociales et écologiques, elle est acceptable. Le mal développement qu'il observe est le résultat d'un double gaspillage causé par une mauvaise répartition des richesses. D'un côté, « *les riches surconsomment et drainent de cette façon la grande majorité des ressources disponibles ; ils le font par surcroît en utilisant très mal de vastes espaces de terres potentiellement agricoles. Les pauvres sous-consomment et, acculés par la misère, ils sur-utilisent les rares ressources auxquelles ils ont accès. La lutte contre le gaspillage apparaît ainsi indissolublement liée à celle contre la misère et contre la mauvaise gestion de l'environnement* » (Sachs, 1980, p.22).

Mais ce gaspillage qui doit être combattu peut être appréhendé de deux manières. Si l'on considère uniquement l'optique du producteur, le gaspillage se produit dans deux cas : (i) quand un mauvais choix des techniques de production entraîne une utilisation plus importante que nécessaire des facteurs de production ; (ii) quand le produit ne se vend pas, suite à une mauvaise appréciation des débouchés. Mais, souligne Sachs, comme la finalité de la production est le profit, on ne tient pas compte de l'usage que font les acheteurs du bien en question. Or le gaspillage doit être défini à la lumière d'une échelle de valeurs qui découle d'objectifs sociaux déterminés. Munis de ce cadre, il devient possible de juger de l'allocation des ressources. Dès lors, « *on dira qu'il y a gaspillage chaque fois que des ressources rares sont utilisées à la production de produits jugés superflus. Et, symétriquement, on parlera de gaspillage lorsque des ressources abondantes ou potentiellement abondantes ne sont pas valorisées en vue de la production de biens et services jugés essentiels* » (Sachs, 1980, p.20).

Nous retrouvons ici la vision de Kalecki – et, à un degré moindre, de Keynes – qui juge indispensable que l'Etat intervienne dans le choix des investissements afin que ceux-ci soient orientés vers la satisfaction des besoins essentiels et la réduction des gaspillages. Cette vision des choses implique également de revenir sur une logique qui, comme l'a magnifiquement montré

Kapp (1963), voit les entreprises, dans toute la mesure du possible, internaliser les profits et externaliser les coûts sociaux, ce qui conduit à un pillage en règle des ressources naturelles.

3. Retour à l'économie politique

Si les remèdes économiques de Keynes contre le chômage et en faveur d'une meilleure répartition des richesses sont indéniablement empreints de soutenabilité, sa vision quant à la place occupée par l'économie le conforte dans son rôle de précurseur d'un développement socialement soutenable. À cet égard, la lecture de ses *Perspectives économiques pour nos petits-enfants* (1930) est très instructive. Dans ce texte, Keynes considère que le rôle de l'économie est de permettre la satisfaction des « *besoins qui ont un caractère absolu, en ce sens que nous les éprouvons quelle que puisse être la situation de nos semblables* » (Keynes, 1930, p.111)[10]. Et d'après lui, une fois ces besoins satisfaits, l'humanité pourra se tourner vers des activités non économiques ayant pour elle une importance plus grande. Avec son optimisme habituel, Keynes pense que « *si l'on écarte l'éventualité d'une grande guerre et d'un accroissement important de la population, le* problème économique *peut être résolu, ou du moins en voie de résolution, d'ici cent ans. Cela signifie que le problème économique n'est pas — si nous nous tournons vers le futur* — le problème permanent de l'espèce humaine » (Keynes, 1930, p.112).

Si les faits contredisent l'optimisme de Keynes, on peut toutefois se demander pourquoi, dans un monde qui n'a jamais produit autant de richesses, ces besoins absolus, ou essentiels, ne sont-ils toujours pas satisfaits ? Keynes pressent que les raisons sont plus politiques qu'économiques. C'est le cas, par exemple, en ce qui concerne le problème du chômage de masse : « *Je pense en effet que notre destin est entre nos mains et que nous pouvons nous en sortir si seulement nous le voulons ou, plutôt, si le veulent ceux qui, dans le monde, en ont le pouvoir* » (Keynes, 1931, p.134). S'il considère que ce sont les élites qui doivent montrer la voie à suivre, Keynes demeure vague quant à leur composition, même s'il estime en être un des plus éminents représentants. Bien que conscient des enjeux politiques et des rapports de force en présence, comme le montre son interrogation (faussement ?) naïve concernant la possibilité que ses idées puissent être mises en pratique — « *Les intérêts qu'elles desservent sont-ils plus puissants et plus apparents que ceux qu'elles favorisent ?* » (Keynes, 1936, p.375) —, il n'en demeure pas moins « *convaincu qu'on exagère grandement la force des intérêts constitués, par rapport à l'empire qu'acquièrent progressivement les idées* » (Keynes, 1936, p.375), concluant que « *ce sont les idées et non les intérêts constitués qui, tôt ou tard, sont dangereux pour le bien comme pour le mal* » (Keynes, 1936, p.376).

De même, pour Sachs, la satisfaction des besoins de chacun passe par une meilleure répartition des richesses. Mais, à la différence de Keynes, cela suppose une modification du rapport de forces en présence qui fait, de plus en plus, la part belle au marché et aux firmes transnationales. Sachs (1980, p.125-126) souligne qu'il faut, « *avec clairvoyance et franchise, prendre acte des dépendances majeures actuellement en exercice afin de ne pas ensuite parler de coopération et d'interdépendance comme si on était au départ dans des rapports transparents sur pied d'égalité entre nations et entre peuples. Selon des degrés et des formes variées, la dépendance de beaucoup de pays du tiers-monde à l'égard des plus développés existe par le commerce inégal, par les servitudes technologiques, par le système monétaire et par les investissements, par la faible ou mauvaise industrialisation, par les mass media et les grands moyens de communication à courant dominant, etc. (…) Ainsi par exemple, par le biais soit des firmes multinationales, soit des autres grands systèmes*

[10] Dans le cas des PED, ces besoins absolus s'apparentent aujourd'hui à la satisfaction des Objectifs du millénaire pour le développement.

transnationaux, continue à se développer une internationalisation du système productif le plus avancé au profit d'espaces particuliers et de groupes privilégiés : là encore c'est pour une privatisation des bénéfices et avantages et pour une double collectivisation des coûts : au niveau de chaque pays qui supporte les diverses conséquences sociales et humaines de l'emprise d'un système technico-commercial extérieur dominant ; au niveau de la planète entière qui finit par être affectée dans diverses dimensions écologiques importantes. (…) on peut faire le constat que les principaux déséquilibres matériels et politico-économiques actuels de notre monde sont dus en majeure partie à un usage incontrôlé et irresponsable des grands pouvoirs techniques, à une volonté de puissance illimitée des groupes privilégiés qui ont le monopole des moyens, au système technico-industriel et commercial tel qu'il fonctionne ».

Sachs constate que « *le dynamisme conservateur nous pousse à penser que la solution de tous les problèmes consiste en une fuite en avant :* plus de la même chose*, comme si la croissance économique à elle seule suffisait à tout résoudre, indépendamment de comment elle se fait, à qui elle profite et qui elle sacrifie, quels en sont les contenus, quel est aussi son prix social et environnemental à l'échelle de chaque pays et de la planète entière* » (Sachs, 1980, p.130-131). Rejetant la croissance comme objectif ultime du développement, il souligne que « *les services sociaux ne sont pas un instrument – un coût – du développement économique ; ils sont un grand objectif du développement en soi* » (Sachs, 1977, p.284).

Sachs s'oppose à une vision linéaire du développement qui fait de la croissance un horizon indépassable, reléguant les aspects sociaux au rang de facteurs de cette croissance tout en étant incapable de raisonner dans un monde où les ressources naturelles sont finies. Pour lui, au contraire, les aspects sociaux représentent les buts ultimes du développement. Ces objectifs sociaux sont le fruit de décisions politiques censées représenter l'opinion générale et exprimer une certaine solidarité intra-générationnelle. Afin d'atteindre ces objectifs sociaux, la sphère politique utilise des moyens économiques qui doivent respecter les contraintes environnementales, ce qu'il résume ainsi : « *Il faut une autre croissance pour un autre développement. (…) Les objectifs du développement sont toujours sociaux, il existe une conditionnalité environnementale qu'il faut respecter, et enfin pour que les choses se fassent, il faut que les solutions envisagées soient économiquement viables* » (Sachs, 2007, p.252).

Cette approche est confirmée par Polanyi (1944) qui, à partir d'une recherche historique et anthropologique, montre que les relations sociales englobent l'économie. Pour lui, « *l'homme agit, de manière, non pas à protéger son intérêt individuel à posséder des biens matériels, mais de manière à garantir sa position sociale, ses droits sociaux, ses avantages sociaux. Il n'accorde de valeur aux biens matériels que pour autant qu'ils servent cette fin* » (Polanyi, 1944, p.75). Ce qui signifie que le système économique doit-être géré en fonction de mobiles non économiques. Il ajoute que « *les intérêts de classe se rapportent très directement au prestige et au rang, au statut et à la sécurité, c'est-à-dire que, primordialement, ils ne sont pas économiques, mais sociaux* » (Polanyi, 1944, p.207). Ceci n'est pas sans rappeler l'accent mis par Kalecki sur les « intérêts constitués », qui sur ce point se démarque de Keynes et nous semble plus pertinent, donc sur la nécessaire prise en compte des antagonismes sociaux, donc des luttes de pouvoir, dans l'analyse économique. A la suite de Lévi-Strauss[11], nous pouvons dire que les

[11] D'un point de vue anthropologique, Lévi-Strauss note que « *l'humanité est constamment aux prises avec deux processus contradictoires dont l'un tend à instaurer l'unification, tandis que l'autre vise à maintenir ou à rétablir la diversification* » (Lévi-Strauss, 1952, p.84). Les politiques inspirées par le néo-libéralisme traduisent cette volonté d'imposer une vision uniforme du développement inspirée par l'Occident. Mais cette « adhésion » au mode de vie occidental « *résulte moins d'une décision libre que d'une absence de choix. La civilisation occidentale a établi ses soldats, ses comptoirs, ses plantations et ses missionnaires dans le monde entier ; elle est, directement ou indirectement, intervenue dans la vie des populations de couleur ; elle a bouleversé de fond en comble leur mode traditionnel d'existence, soit en imposant le sien, soit en instaurant des conditions qui engendraient l'effondrement des cadres existants sans les remplacer par autre chose. Les peuples subjugués ou désorganisés ne pouvaient*

groupes dominants vont souhaiter opérer une harmonisation sociale — à leur avantage — tandis que les groupes dominés vont tenter d'y résister en revendiquant une certaine diversité. La forme que va prendre la domination n'a que peu d'importance aux yeux de Polanyi car, dans tous les cas, « *il faut d'abord qu'on ait ébranlé le système social et culturel de la vie indigène* » (Polanyi, 1944, p.239). D'où sa volonté de voir émerger un nouveau monde basé sur « *la collaboration économique entre les Etats et la liberté d'organiser à son gré la vie nationale* » (Polanyi, 1944, p.326)[12]. La réussite de tout modèle de développement dépend donc d'une bonne appréhension des relations de pouvoir existant entre groupes sociaux au sein d'un pays mais aussi entre pays eux-mêmes[13], ce qui dépasse de loin les considérations strictement économiques généralement mises en avant[14].

Respecter la nature ne signifie pourtant pas, selon Sachs, rompre avec la croissance. Pour lui, l'écodéveloppement est « *équidistant de l'économisme abusif qui n'hésite pas à détruire la nature au nom de profits économiques immédiats et de l'écologisme non moins outrancier qui érige la conservation de la nature en principe absolu au point de sacrifier les intérêts de l'humanité et de rejeter le bien-fondé de l'anthropocentrisme* » (Sachs, 1980, p.32).

En définitive, la promotion d'une réduction du temps de travail, le rejet d'une accumulation pécuniaire immodérée et de la spéculation conduisant à minimiser la place de l'économie, la promotion d'échanges internationaux équilibrés et la recherche d'une meilleure répartition des richesses, donc d'une plus grande équité, représentent le socle à partir duquel un processus de développement respectueux des hommes et de la nature pourra voir le jour.

Références bibliographiques

Berg A., Ostry J. et Tsangarides C. (2014), « Redistribution, inequality, and growth », IMF *staff discussion note*, n° 14/02, février.

Berr E. (2009), « Le développement soutenable dans une perspective post keynésienne : retour aux sources de l'écodéveloppement », *Économie appliquée*, tome LXII, n°3, p.221-244.

Berr E. (2011), « Pouvoir et domination dans les politiques de développement », Cahiers du GREThA, n°2011-04, Université Montesquieu-Bordeaux IV.

Galbraith J.K. (1983), *Anatomie du pouvoir*, *in* Galbraith (2007), *Economie hétérodoxe*, trad. fr., Paris, Seuil.

Godard O. (1998), « L'écodéveloppement revisité », *Economies et Sociétés*, série F, n°36, p.213-229.

Kalecki M. (1943), « Political aspects of full employment », *in* Kalecki (1971), *Selected essays on the dynamics of the capitalist economy 1933-1970*, Cambridge, Cambridge University press, p.138-145.

donc qu'accepter les solutions de remplacement qu'on leur offrait, ou, s'ils n'y étaient pas disposés, espérer s'en rapprocher suffisamment pour être en mesure de les combattre sur le même terrain » (Lévi-Strauss, 1952, p.53-54).

[12] A l'instar de Polanyi, mais aussi de Sachs, Keynes considère que les solutions sont nationales et que les pays devraient pouvoir maîtriser leur degré d'ouverture aux échanges internationaux, favorisant ainsi un commerce basé sur l'entraide plutôt que sur la compétition.

[13] Pour une proposition de typologie des relations de pouvoir, voir Berr (2011).

[14] Godard (1998, p.223) note toutefois que « *pour les tenants de l'écodéveloppement, ce n'est qu'au terme d'une période de transition assurant la réduction des inégalités internationales de développement que la question d'une limitation matérielle de la croissance mondiale pourra être envisagée* ».

Kalecki M. (1964), « Observations on social and economic aspects of 'intermediate regimes' », *in* Osiatynski J. (dir.) (1993), *Collected works of Michal Kalecki*, vol. V, Developing economies, Oxford, Clarendon press.

Kalecki M. (1966), « The difference between crucial economic problems of developed and underdeveloped non-socialist economies », *in* Osiatynski J. (dir.) (1993), *Collected works of Michal Kalecki*, vol. V, Developing economies, Oxford, Clarendon press.

Kalecki M. (1971), « Class struggle and distribution of national income », *in* Osiatynski J. (dir.) (1991), *Collected works of Michal Kalecki*, vol. II, Capitalism, Oxford, Clarendon press.

Kapp K.W. (1963), *Les coûts sociaux dans l'économie de marché*, trad. fr., Paris, Flammarion, 1976.

Keynes J.M. (1919), *Les conséquences économiques de la paix*, Paris, Gallimard, 2002.

Keynes J.M. (1930), « Perspectives économiques pour nos petits-enfants », *in* Keynes (2002), p.103-119.

Keynes J.M. (1931), « Une analyse économique du chômage », *in* Keynes (2002), p.132-160.

Keynes J.M. (1933), « L'autosuffisance nationale », *in* Keynes (2002), p.194-212.

Keynes J.M. (1936), *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris, Payot.

Keynes J.M. (1937), « La théorie générale de l'emploi », *in* Keynes (2002), p.240-260.

Keynes J.M. (1945) « Letter to T.S. Eliot, 5 April 1945 », *in The Collected Writings of John Maynard Keynes*, vol. XXVII, London, The Macmillan Press, 1980, p.383-384.

Keynes J.M. (2002), *La pauvreté dans l'abondance*, Paris, Gallimard.

Lévi-Strauss C. (1952), *Race et histoire*, Paris, folio essais.

Piketty T. (2013), *Le capital au XXI^e siècle*, Paris, Seuil.

Polanyi K. (1944), *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard.

Sachs I. (1977), *Pour une économie politique du développement*, Paris, Flammarion.

Sachs I. (1980), *Stratégies de l'écodéveloppement*, Paris, Editions économie et humanisme/Les éditions ouvrières.

Sachs I. (2007), *La troisième rive. À la recherche de l'écodéveloppement*, Paris, Bourin éditeur.

Sachs I. (2013), « Plaidoyer pour l'écodéveloppement », *Revue francophone du développement durable*, n°2, p.5-7.